

LISTE D'ÉVENTUELS DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE À UTILISER PAR LES ÉTATS PARTIES  
POUR ÉVALUER LES RISQUES AUX TERMES DE L'ARTICLE 7<sup>1</sup>

*Les documents publics ci-dessous ainsi que leurs liens d'accès sont présentés en tant que sources éventuelles que les États Parties pourront décider de consulter, s'ils le jugent pertinent et utile, pour guider l'évaluation des risques aux termes de l'article 7. L'utilisation de ces documents n'est pas obligatoire. Un État Partie pourra également s'appuyer sur d'autres sources d'informations pour faciliter le respect des obligations de cet article, telles que des rapports de ses agences, de ses ambassades ou de gouvernements étrangers, ainsi que des organisations internationales et régionales.*

*La liste ne prétend pas être exhaustive et le fait qu'une organisation figure sur la liste ne signifie pas nécessairement que les États Parties partagent les conclusions de cette organisation.*

**A. Information fournie par l'État Partie importateur à la demande de l'État Partie exportateur - Article 8, paragraphe 1**

Chaque État Partie importateur prend des mesures pour veiller à ce que les informations utiles et pertinentes soient fournies, conformément à sa législation nationale, à l'État Partie exportateur, à sa demande, pour l'aider à procéder à son évaluation nationale de l'exportation.

**A.bis Ressources générales en matière d'évaluation des risques**

- Meilleures pratiques et directives de l'Arrangement de Wassenaar sur les transferts d'armes : <https://www.wassenaar.org/best-practices/>
- Guide de l'Union européenne de l'utilisateur de la position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires, <http://data.consilium.europa.eu/document/ST-10858-2015-INIT/en/pdf>

**B. Contribuerait ou porterait atteinte à la paix et à la sécurité - Art 7.1.a**

- Nations Unies, <http://www.un.org>
- Comité du Conseil de sécurité établi en vertu de la résolution 1540, <http://www.un.org/fr/sc/1540/>
- « Indice de fragilité des États » du Center for Systemic Peace, <http://www.systemicpeace.org/inscr/inscr.htm>
- « Indice mondial de paix » de l'Institute for Economics and Peace, <http://economicsandpeace.org/>
- International Crisis Group CrisisWatch et rapports sur les pays, <http://www.crisisgroup.org>

---

<sup>1</sup> Annex B to the Draft Report to the Fourth Conference of States Parties (CSP4) (<ATT/CSP4.WGETI/2018/CHAIR/355/Conf.Rep>) presented by the Chair of the Working Group on Effective Treaty Implementation (WGETI). Updated by Annex B to the Draft Report to the Fifth Conference of States Parties (CSP5) presented by the WGETI Chair (<ATT/CSP5.WGETI/2019/CHAIR/529/Conf.Rep>).

- Base de données du Programme de l'Université d'Uppsala sur les conflits, <http://www.pcr.uu.se/research/UCDP/>

**C. Pourrait servir à commettre une violation grave du droit international humanitaire ou à en faciliter la commission — Art. 7.1.b.i**

- Nations Unies, <http://www.un.org>

- Comité international de la Croix-Rouge, <https://www.icrc.org/fr>

- Comité international de la Croix-Rouge, « Décisions en matière de transferts d'armes : application des critères fondés sur le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme – Guide pratique » (disponible dans toutes les langues des Nations Unies), septembre 2017, <https://shop.icrc.org/decisions-en-matiere-de-transferts-d-039-armes-application-des-criteres-fondes-sur-le-droit-international-humanitaire-2814.html>

- Rapport mondial de Human Rights Watch et rapports sur les pays, <https://www.hrw.org/fr>

- Cour pénale internationale, <https://www.icc-cpi.int/?ln=fr>

- Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, <http://www.child-soldiers.org/>

**D. Pourrait servir à commettre une violation grave du droit international des droits de l'homme ou à en faciliter la commission — Art. 7.1.b.ii**

- Rapports sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), <http://hdr.undp.org/fr>

- Rapports du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies dans le cadre de l'examen périodique universel, <http://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/HRCIndex.aspx>

- Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, <http://www.ohchr.org>

- Rapport annuel d'Amnesty International sur « la situation des droits humains dans le monde » et rapports sur les pays, <https://www.amnesty.org/fr/what-we-do/>

- Commission internationale des juristes, <http://www.icj.org>

- Association pour la prévention de la torture, <http://www.apr.ch>

- Ensemble de données sur les droits humains Cingranelli-Richards (CIRI) <http://ciri.binghamton.edu/>

- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, <http://www.fidh.org>

- Rapport mondial de Human Rights Watch et rapports sur les pays, <https://www.hrw.org/fr>

- Organisation mondiale contre la torture, <http://www.omct.org/fr/>

- Base de données de Political Terror Scale, <http://www.politicalterrorscale.org>

**E. Pourrait servir à commettre un acte constitutif d'infraction au regard des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme auxquels l'État exportateur est partie, ou à en faciliter la commission — Art. 7.1.b.iii**

- Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité de l'ONU, <http://www.un.org/en/sc/ctc/>
- Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU, <http://www.un.org/fr/counterterrorism/>
- Comité du Conseil de sécurité établi en vertu de la résolution 1540, <http://www.un.org/fr/sc/1540/>

**F. Pourrait servir à commettre un acte constitutif d'infraction au regard des conventions et protocoles internationaux relatifs à la criminalité transnationale organisée auxquels l'État exportateur est Partie, ou à en faciliter la commission — Art.7.1.b.iv**

- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, <http://www.unodc.org/>
- Interpol, <https://www.interpol.int/fr/Internet>
- Small Arms Survey, <http://www.smallarmssurvey.org/>

**G. Pourrait servir à commettre des actes graves de violence fondée sur le sexe ou des actes graves de violence contre les femmes et les enfants, ou à en faciliter la commission — Art. 7.4**

- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et autres organes pertinents de l'ONU pour le suivi de l'application des traités relatifs aux droits fondamentaux, pour les rapports et les observations finales
- Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, notamment la matrice des signes d'alerte précoce de violences sexuelles et son annexe
- Données de l'UNICEF sur la prévalence de la violence sexuelle chez les filles et les garçons, <http://dataunicef.org/topic/child-protection/violence/sexual-violence/#>
- Rapports de l'équipe d'experts des Nations Unies sur l'état de droit et la violence sexuelle dans les conflits, <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/Team-of-Experts-on-Rule-of-Law-Sexual-Violence-in-Conflict-Annual-Report-2017.pdf>
- Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU (2000) et autres résolutions connexes, pour les rapports sur la mise en œuvre au niveau national
- Rapports annuels du Secrétaire général de l'ONU sur les violences sexuelles liées aux conflits (en vertu du paragraphe 18 de la résolution du Conseil de sécurité 1960 (2010)).
- Rapporteur spécial de l'ONU sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences
- Base de données mondiale d'ONU Femmes sur la violence à l'égard des femmes, <http://evaw-global-database.unwomen.org>

- Comité international de la Croix-Rouge : Document de travail : Le droit international humanitaire et la violence sexiste dans le contexte du Traité sur le commerce des armes, avril 2019, <https://www.thearmstradetreaty.org/hyper-images/file/CSP5%20-%20working%20paper%20-%20GBV%20and%20IHL/CSP5%20-%20working%20paper%20-%20GBV%20and%20IHL.pdf>
- Rapports sur la violence sexuelle du Comité international de la Croix-Rouge, <https://www.icrc.org>
- Données de l'OCDE sur les violences sexuelles, <https://data.oecd.org/inequality/violence-against-women.htm>
- Control Arms : How to Use the Arms Trade Treaty to address Gender-Based Violence : A Practical Guide to Risk Assessment, août 2018, [https://controlarms.org/wp-content/uploads/2018/08/GBV-practical-guide\\_ONLINE.pdf](https://controlarms.org/wp-content/uploads/2018/08/GBV-practical-guide_ONLINE.pdf)
- WILPF (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté) : Preventing Gender-Based Violence through Effective Arms Trade Treaty Implementation, 2017, <http://reachingcriticalwill.org/resources/publications-and-research/publications/11843-preventing-gender-based-violence-through-effective-arms-trade-treaty-implementation>
- WILPF : Gender-based violence and the Arms Trade Treaty, 2015, [www.reachingcriticalwill.org/images/documents/Publications/GBV\\_ATT-brief.pdf](http://www.reachingcriticalwill.org/images/documents/Publications/GBV_ATT-brief.pdf)
- WILPF. 2016. Preventing gender-based violence through arms control: tools and guidelines to implement the Arms Trade Treaty and UN Programme of Action, April 2016, <http://reachingcriticalwill.org/images/documents/Publications/preventing-gbv.pdf>

## **H. Informations générales sur les transferts internationaux d'armes**

- Rapports des groupes d'experts gouvernementaux des Nations Unies chargés de contrôler les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU, <https://www.un.org/securitycouncil/fr>
- Small Arms Survey, <http://www.smallarmssurvey.org/>
- Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI), <http://www.sipri.org/>
- Autres instituts de recherche

## **I. Autres sources d'information**

- Décisions et rapports de la Cour pénale internationale et des tribunaux ad hoc
- Organisations internationales présentes dans le pays destinataire
- Rapports des médias locaux
- Rapports des ONG sur les situations nationales, pouvant comprendre des informations pertinentes sur le respect du droit international humanitaire
- Manuels, doctrines et instructions militaires

- Lois et politiques des États importateurs/exportateurs et degré de la mise en œuvre, et informations similaires fournies par la société civile nationale et internationale
- Rapports des missions diplomatiques nationales dans les pays destinataires
- Informations confidentielles ou en accès libre provenant d'agences internationales dans le pays destinataire
- Rapports d'ONG (par exemple, Human Rights Watch, Amnesty International, Fédération internationale des droits de l'homme)
- Rapports d'instituts de recherche sur des questions liées au transfert d'armes (à savoir, trafic illicite, contrôles nationaux des armes et des munitions)
- Rapports nationaux du Programme d'action des Nations Unies
- Centre de connaissances virtuel pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles (VAWG)
- Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits (CEWARN) de l'IGAD
- Statistiques nationales de la criminalité